

Cote du document: EB 2011/104/R.35/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 e) iv)
Date: 13 décembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République du Soudan pour le

Projet de développement des semences

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rasha Omar

Chargée de programme de pays
téléphone: +349 915 399001
courriel: r.omar@ifad.org

Mohamed Abdelgadir

Chargé d'appui au programme de pays
téléphone: +249 9121 79803
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session
Rome, 12-14 décembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	2
A. Approche	2
B. Cadre organisationnel	2
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	3
IV. Coût, financement et avantages du projet	4
A. Coût du projet	4
B. Financement du projet	4
C. Résumé des avantages et analyse économique	4
D. Durabilité	5
E. Identification et atténuation des risques	5
V. Considérations d'ordre institutionnel	5
A. Respect des politiques du FIDA	5
B. Alignement et harmonisation	6
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	6
D. Participation à l'élaboration des politiques	6
VI. Instruments juridiques et autorité	6
VII. Recommandation	7
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	8
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

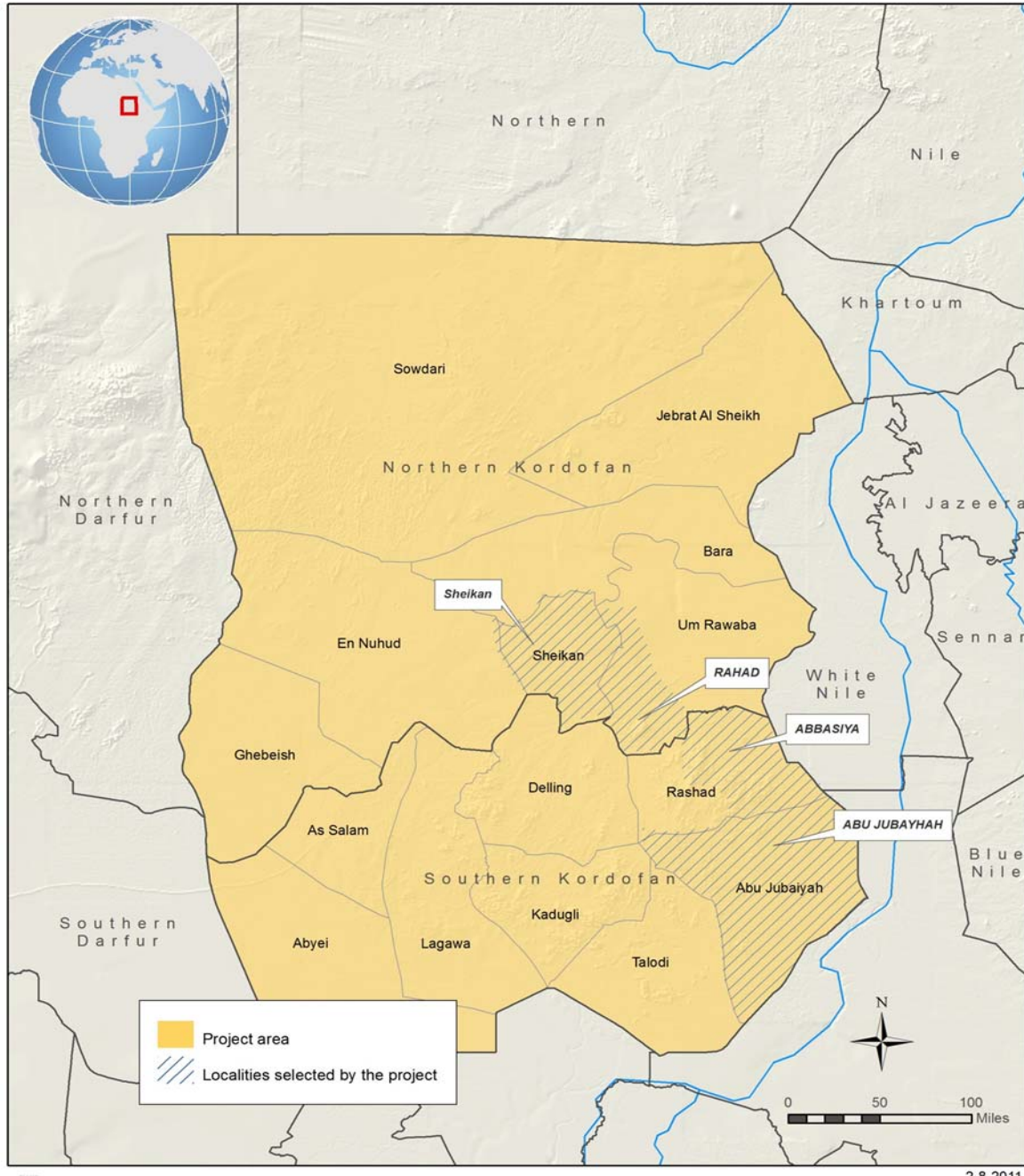
Sigles et acronymes

ANS	Administration nationale des semences
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PTBA	Plan de travail et budget annuels
S&E	Suivi-évaluation
SDG	Livre soudanaise
SRA	Société de recherche agricole
WSRMP	Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan

Carte de la zone du projet

Seeds Development Project

Design report



Source: FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Soudan

Projet de développement des semences

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Soudan
Organisme d'exécution:	Ministère fédéral de l'agriculture
Coût total du projet:	17,46 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	6,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,07 millions d'USD)
Contribution du pays bénéficiaire du don:	3,42 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,98 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République du Soudan pour le Projet de développement des semences, telle qu'elle figure au paragraphe 28.

Proposition de don à la République du Soudan pour le Projet de développement des semences

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Avec la proclamation, le 9 juillet 2011, de l'indépendance de la République du Soudan du Sud, la géographie, la démographie et l'économie de la République du Soudan ont subi des modifications structurelles. Le changement le plus marqué tient au fait que 90% de la surface territoriale du Soudan sont aujourd'hui classés comme terres arides, si bien qu'il est devenu urgent de mettre au point des systèmes de production et des moyens de subsistance résistants à la sécheresse. Le deuxième changement important est constitué par la perte d'environ 36 % des recettes totales de l'État, perte due au retrait de la production et des exportations de pétrole des gisements du Soudan du Sud. Le Soudan est touché par deux conflits armés, dans l'État du Kordofan-Sud, où le conflit affecte quatre des dix localités, et dans l'État du Nil bleu. La pauvreté reste un phénomène rural, étroitement associé dans les zones rurales avec les modes de subsistance axés sur l'agriculture pluviale, et l'on estime que 57,6% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture, dans l'acception large du terme, c'est-à-dire englobant les cultures, l'élevage, les pêches et les forêts, est perçue comme le secteur clé de la réduction de la pauvreté, dont on attend l'impulsion pour la croissance et le remplacement partiel du pétrole comme moteur de cette croissance. On considère que les investissements dans des semences certifiées capables de résister à la sécheresse et aux ravageurs sont essentiels au développement du secteur agricole dans les zones non irriguées.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le Projet de développement des semences est aligné sur le programme d'options stratégiques pour le Soudan (COSOP) axé sur les résultats pour la période 2009-2012, et contribue directement à son deuxième objectif stratégique, à savoir permettre aux populations rurales pauvres d'accéder plus facilement aux services agricoles. Le présent projet appuie également l'objectif consistant à améliorer la productivité du Programme de relance agricole, qui arrive à son terme en 2011 mais sera suivi d'une deuxième phase. Il est également aligné sur les dispositions de la loi sur les semences 2010, notamment pour ce qui est de renforcer la capacité de l'Administration nationale des semences (ANS) à s'acquitter de ses fonctions de certification et d'inspection. Le projet met également à profit la décision, prise par le Ministère des finances et de l'économie nationale du Gouvernement soudanais, de renoncer progressivement à la distribution gratuite de semences certifiées, compte tenu de l'inefficacité de cette pratique.
3. Le Projet de développement des semences fait également fond sur l'expérience du Programme de développement rural dans le Kordofan-Sud et du Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan (WSRMP) pour la production de semences certifiées, en s'appuyant sur deux modèles: la ferme d'État dans le premier projet et la production à base communautaire dans le second. Les résultats

obtenus démontrent que le modèle communautaire a obtenu des rendements supérieurs, a eu un bon rapport coût/efficacité et a donné lieu à un échange efficace de savoirs, entre agriculteurs, sur la performance des semences certifiées. Ces deux projets financés par le FIDA sont mis en œuvre dans les États du Kordofan-Nord et du Kordofan-Sud.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

4. La zone d'intervention du projet est composée de quatre localités: i) Rahad et Sheikan, au Kordofan-Nord; et ii) Abbassiya et Abu Gubeiha, au Kordofan-Sud. Ces quatre localités, contiguës, sont facilement accessibles par la route et présentent des systèmes de production diversifiés. Le groupe cible est composé de petits producteurs, de négociants/distributeurs de produits agricoles, de femmes et de ménages dirigés par des femmes, ainsi que de jeunes.

B. Objectif de développement du projet

5. L'objectif général du projet consiste à améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la capacité de résistance aux chocs des petits producteurs – y compris les jeunes et les femmes – dans les zones non irriguées du Kordofan-Nord et du Kordofan-Sud. Son objectif de développement est d'améliorer la productivité des récoltes pour environ 108 000 petits exploitants du Kordofan-Nord et du Kordofan-Sud ayant adopté les semences certifiées.

C. Composantes/résultats

6. Le projet comprend quatre composantes qui se complètent et se renforcent mutuellement. La première composante est principalement axée sur le cadre réglementaire et sur le renforcement institutionnel du secteur public. La deuxième composante offre le soutien nécessaire à l'amélioration de la performance du système de production de semences. La troisième composante, conçue de manière à appuyer le développement du marché des semences, comprend le soutien aux groupements et associations d'agriculteurs ainsi que des initiatives visant à faciliter leur accès en temps opportun aux semences certifiées. Enfin, la quatrième composante veille à la coordination du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

7. L'approche adoptée pour le projet se caractérise par: i) la promotion d'un modèle de partenariat public-privé pour l'approvisionnement et la production de semences impliquant le secteur privé, les organisations communautaires et les équipes de vulgarisation; ii) l'introduction du recouvrement des coûts pour des services comme la vulgarisation, la production de semences enregistrées, l'inspection et la certification; et iii) une stratégie applicable en plusieurs étapes permettant de tester le modèle de production et de commercialisation et de l'adapter à l'évolution du cadre réglementaire. Le projet, qui sera mis en œuvre sur six ans, se déroulera en trois phases: i) une phase préalable à l'entrée en vigueur, qui ira d'octobre 2011 à la déclaration d'entrée en vigueur du don prévue pour février 2012; ii) une phase d'étalonnage allant de 2012 à 2014; et iii) une phase d'intensification et de reproduction à plus grande échelle au cours de la période 2015-2017.

B. Cadre organisationnel

8. Le Ministère fédéral de l'agriculture, organisme chef de file pour ce projet, sera chargé de la surveillance du projet, de l'orientation stratégique et de l'appui à l'exécution des décisions en matière de stratégies et de politiques nécessaires au développement du secteur semencier. La coordination du projet sera pleinement intégrée au WSRMP, dont l'unité de coordination du programme sera étoffée, pour

les besoins du présent projet, par l'adjonction d'un spécialiste en cultures semencières et d'un comptable.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

9. Le système de planification et de suivi-évaluation (S&E) en place au sein du WSRMP sera élargi afin d'incorporer des indicateurs réagissant directement à la production et à la livraison de semences certifiées. Le système de S&E fera partie d'un dispositif intégré de gestion et de communication des informations et des savoirs, capable de fournir: i) des informations fiables et délivrées en temps opportun sur l'état d'avancement du projet, de même qu'un retour d'informations constant en appui à la prise de décisions, à la rectification des éventuels écarts de planification et à la solution de problèmes liés à l'exécution; et ii) une base d'évaluation des résultats obtenus grâce au projet.
10. Le premier plan de travail et budget annuel (PTBA) sera établi au niveau de l'État dans les trois mois suivant le démarrage du projet. Les PTBA successifs seront établis au niveau de la localité au cours du troisième trimestre de chaque année subséquente du projet. Les PTBA, fondés sur un examen participatif et sur des ateliers de planification réunissant bénéficiaires, partenaires d'exécution et prestataires de services, seront regroupés par l'unité de coordination du projet (UCP) en un seul document au niveau de l'État.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

11. L'UCP procédera, par voie de concours, au recrutement d'un comptable supplémentaire chargé de la tenue des comptes du projet. Le gouvernement autorisera l'UCP à ouvrir un compte bancaire désigné libellé en devises (euros) ainsi qu'un compte de projet libellé en monnaie locale pour le financement exclusif des activités du projet. Le dépôt initial sera de 1,04 million d'euros. Un montant plafonné à 473 000 USD sera mis à disposition au titre du financement rétroactif pour les dépenses admissibles – encourues après le 1^{er} octobre 2011 mais avant la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement – dans des domaines tels que: i) la remise en état des locaux de l'ANS et des locaux réservés au personnel; ii) le détachement de personnel de l'ANS au niveau national à l'appui de la Société de recherche agricole (SRA) pour la production de semences de souche et de semences de fondation; et iii) l'évaluation détaillée des sociétés privées de production de semences. La passation de marchés pour les travaux, les biens et les services se fera conformément aux directives du FIDA pour la passation des marchés.
12. L'équipe de gestion du programme de pays procédera à des examens fiduciaires trimestriels, et les mesures suivantes de prévention de la corruption seront adoptées: i) présentation des états financiers du projet sur une base semestrielle; ii) audit annuel; et iii) suivi régulier des activités et des dépenses relatives au projet. La capacité de gestion financière sera renforcée de manière que soient respectées les normes reconnues à l'échelle internationale en matière de comptabilité et d'audit.

E. Supervision

13. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Au cours de la première année du projet, l'accent sera mis sur la formulation et sur la ratification d'une législation destinée à protéger la variété des espèces végétales et sur le suivi de la mise en œuvre du partenariat public-privé entre les sociétés privées productrices de semences, les groupements de producteurs semenciers et les équipes de vulgarisation.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

14. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas matériels et financiers, est estimé à 17,46 millions d'USD. Le total des coûts de base est de 16,9 millions d'USD, avec un montant de 0,60 million d'USD pour les aléas matériels et financiers.
15. Le principal investissement concerne la fourniture d'un appui au développement du marché des semences (composante 3) qui, avec un montant de 8,8 millions d'USD, représente 52% des coûts de base du projet. La coordination et la gestion du projet (composante 4), avec 3,2 millions d'USD, représentent 19%; l'amélioration du système de production de semences (composante 2), avec 3,0 millions d'USD, représente 18%; enfin, le renforcement et le développement du cadre institutionnel et réglementaire (composante 1), avec 1,80 million d'USD, représentent 11%.

B. Financement du projet

16. Le projet est financé principalement par: le FIDA; le Gouvernement soudanais; les producteurs semenciers et céréaliers; et une ou plusieurs sociétés du secteur privé (voir tableau). Le FIDA accordera 10,07 millions d'USD (soit 57,7% du coût total) sous forme de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Les producteurs semenciers et céréaliers apporteront une contribution de 2,50 millions d'USD (14,3%) couvrant le coût du crédit et de l'assurance pour les intrants. La ou les sociétés productrices de semences apporteront un financement de 1,48 million d'USD (8,5%) comprenant la production de semences enregistrées, l'achat de semences certifiées au moment de la récolte, et la transformation, le conditionnement et la distribution de semences certifiées. Le gouvernement apportera un financement de 3,42 millions d'USD (soit 19,6%) au titre de l'assurance récolte, du partage des coûts avec les producteurs semenciers et les céréaliculteurs, des droits et taxes, et des dépenses de fonctionnement supplémentaires relatives aux véhicules achetés pour l'ANS et la SRA.

Tableau

Composantes du projet par cofinanceur

	Gouvernement		FIDA		Producteurs semenciers et céréaliers		Société du secteur privé		Total		Devises étrangères	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Renforcement et développement du cadre institutionnel et réglementaire	0,46	24,9	1,40	75,1	-	-	-	-	1,86	10,7	0,73	0,84	0,29
2. Amélioration du système de production de semences	0,72	23,3	1,43	46,1	0,04	1,3	0,91	29,3	3,10	17,7	0,60	2,15	0,35
3. Appui au développement du marché des semences	1,97	21,8	4,04	44,7	2,46	27,2	0,57	6,3	9,04	51,8	0,90	7,58	0,56
4. Coordination et gestion du projet	0,26	7,5	3,20	92,5	-	-	-	-	3,46	19,8	0,43	2,78	0,26
COÛT TOTAL DU PROJET	3,42	19,6	10,07	57,7	2,50	14,3	1,48	8,5	17,46	100,0	2,65	13,35	1,46

C. Résumé des avantages et analyse économique

17. Le projet comprend trois types de bénéficiaires, à savoir: i) 1 280 producteurs de semences; ii) 108 000 petits producteurs utilisant des semences certifiées, avec des techniques améliorées de conservation des sols et de l'eau sur une superficie de 1 million de feddans¹; les femmes représenteront 30% de ces petits agriculteurs; et iii) une ou deux sociétés productrices de semences contribuant à amorcer le

¹ Un feddan équivaut à 1,038 acre.

processus d'offre et de commercialisation des semences. S'agissant des producteurs semenciers, on prévoit que les rendements en espèces, à plein régime, augmenteront en moyenne de 2 800 livres soudanaises (SDG) par ménage. Deux catégories de producteurs céréaliers en tireront les revenus les plus élevés: i) les producteurs céréaliers du Kordofan-Sud qui utilisent des semences certifiées sur des sols sablonneux et dont on estime que les revenus augmenteront de 750 SDG à 1 950 SDG par producteur; et ii) les producteurs céréaliers qui utilisent des semences certifiées sur des surfaces bénéficiant d'une irrigation d'appoint et que cette augmentation devrait faire passer de l'exploitation à perte à des revenus positifs d'environ 1 750 SDG par ménage. S'agissant des sociétés productrices de semences, la marge bénéficiaire nette s'établit en moyenne à 8% tout au long de la période couverte par le projet. Le taux de rentabilité économique interne a été estimé à 26%.

D. Durabilité

18. La durabilité du projet repose sur deux facteurs: i) un cadre institutionnel porteur, mis en place grâce à l'application de la loi sur les semences 2010 et grâce à la ratification et à l'entrée en vigueur de la législation sur la protection des variétés végétales, de même qu'à l'augmentation de la capacité de l'ANS en matière d'inspection et de certification des semences; et ii) à plein régime, tous les services mis en œuvre par le projet, tels que l'inspection et la certification des semences par l'ANS, la production de semences enregistrées par la SRA et les prestations consultatives des équipes de vulgarisation, seront effectués moyennant paiement.

E. Identification et atténuation des risques

19. Les principaux risques sont les suivants: i) les lenteurs d'application de la loi sur les semences 2010; en dépit de retards initiaux, on enregistre des signes encourageants selon lesquels le Conseil des semences serait créé d'ici à la fin de l'année 2011, tandis que les règlements d'application de la loi sur les semences sont en cours de rédaction; ii) le faible taux de participation du secteur privé, lié à un taux de rentabilité modeste, notamment durant les premières années du projet. Ce risque sera atténué par l'octroi d'une subvention ponctuelle à la société privée fabriquant les semences, subvention qui représente 40% du coût total supporté par l'entreprise durant la phase d'étalonnage; iii) l'adoption de semences certifiées par les multiplicateurs grainiers risque de ne pas absorber la totalité de l'offre; si les niveaux d'adoption restent faibles, la viabilité du projet pourrait s'en trouver menacée. Afin d'atténuer ce risque, des campagnes et des activités de démonstration intensives seront organisées pour promouvoir les semences certifiées, parallèlement à la sélection de quatre localités où les producteurs ont déjà été familiarisés avec les semences certifiées; et iv) les troubles civils dans l'État du Kordofan-Sud. Précisons que la zone du projet ne se trouve pas en zone de conflit. En cas d'extension du conflit au Kordofan-Sud, les activités seront réduites et limitées aux zones sûres.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

20. Le présent projet est conforme au deuxième objectif du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, dans la mesure où il vise à permettre l'accès des populations rurales – femmes et hommes – à des services d'intrants tels que les semences certifiées en vue d'améliorer la productivité des cultures, d'augmenter les revenus agricoles et de renforcer la résistance à la sécheresse. Les variétés semencières promues seront résistantes à la sécheresse et aux ravageurs, conformément aux mesures d'adaptation stipulées dans la stratégie du FIDA concernant le changement climatique. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B.

21. La stratégie du projet pour la parité hommes-femmes vise à garantir aux hommes et aux femmes un accès équitable aux services et aux avantages découlant du projet, par le biais de: l'établissement de quotas pour les femmes, à hauteur de 30%, au sein des organisations à assise communautaire; une formation en matière de parité hommes-femmes et d'insertion des femmes dans le secteur agricole ciblant les associations de producteurs et le personnel de vulgarisation; l'élaboration d'un système de S&E avec ventilation par sexe qui évaluera l'impact spécifique du projet sur les femmes et sur les hommes.

B. Alignement et harmonisation

22. Le projet s'inscrit dans le droit fil de l'objectif du Programme de relance agricole visant à améliorer la productivité culturale et de la décision prise en 2010 par le Ministère des finances et de l'économie nationale d'éliminer progressivement la distribution gratuite de semences par le gouvernement. En cas de situation d'urgence, l'évaluation des variétés semencières entreprise par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) guidera également les interventions dans le secteur semencier.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

23. Le projet présente des solutions innovantes dans le contexte soudanais, tout en tenant compte de deux options d'innovation identifiées dans le COSOP axé sur les résultats (2009-2012): i) le financement des dépenses de fonctionnement des services publics de vulgarisation; et ii) l'identification, la mise à l'essai et la reproduction d'ensembles technologiques qui améliorent la productivité et constituent une adaptation au changement climatique. On s'attend à ce que la demande effective de semences certifiées favorise la reproduction à plus grande échelle du projet au-delà de 2014.

D. Participation à l'élaboration des politiques

24. Le Ministère fédéral de l'agriculture, par le truchement de l'ANS, convoquera des forums biannuels au niveau fédéral et au niveau des États avec la participation des principales parties prenantes du secteur de la production semencière. Ces forums (qui relèvent de la première composante du projet) offriront une tribune pour débattre des politiques susceptibles de promouvoir le développement du secteur de la production semencière. En outre, le projet adopte une approche par étapes prévoyant, comme paramètre déterminant de la poursuite du projet, la réalisation de toute une gamme d'éléments déclencheurs d'ici à la fin de la phase d'étalonnage, réalisation qui est tributaire d'éléments tels que l'entrée en vigueur d'un cadre réglementaire efficace.

VI. Instruments juridiques et autorité

25. Un accord de financement entre la République du Soudan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
26. La République du Soudan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
27. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

28. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan un don d'un montant équivalant à six millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (6 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "The Republic of Sudan"

(Negotiations concluded on 17 November 2011)

FINANCING AGREEMENT

Grant Number: _____

Project Title: Seed Development Project (SDP) (the "Project")

The Republic of the Sudan (the "Recipient")

and

the International Fund for Agricultural Development ("IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. IFAD shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is SDR 6 350 000.
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
3. There shall be a Project Account denominated in local currency for the benefit of the Programme Coordination Unit in a commercial bank acceptable to IFAD.
4. In accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions, amounts withdrawn by the Recipient in advance shall be held in an account designated in EURO for that purpose in a bank acceptable to IFAD.
5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in local currency equivalent to USD 3.42 million, broken down as follows: USD 1.46 million to cover taxes and duties, USD 1.57 million to cover insurance premium as per government policy and USD 0.39 million as contribution to recurrent costs.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Federal Ministry of Agriculture.
2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by IFAD.

Section E

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister
Ministry of Finance and National Economy
P.O. Box 700
Khartoum, Sudan

For IFAD:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for IFAD and three (3) for the Recipient.

REPUBLIC OF THE SUDAN

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

Project area and target population: The Project area consists of four localities: (i) in North Kordofan state, the localities of Rahad and Sheikan; (ii) in South Kordofan state, the localities of Abbassiya and Abu Gubeiha. These four localities are contiguous, easily accessible by road and have diversified production systems. The target population is composed of smallholder producers, traders/ agro-dealers, women and women headed households, youth.

Project financing. The total cost of the Project is USD 17.46 million with USD 3.42 million contribution from the Government of Sudan, USD 10.07 million from IFAD, USD 2.5 million from the Seed Growers and Grain Producers and USD 1.48 million from the Private Sector Seed Company.

Project goal and objective: The Project's overall goal is to improve food security, incomes and resilience to shocks of the smallholder producers (including youth and women) in rainfed areas of North and South Kordofan. Its development objective is to increase crop productivity for about 108,000 smallholder producers adopting certified seeds in North and South Kordofan.

Project phasing. The Project shall be implemented over six years in three inter-linked stages: (i) a pre-entry into force phase where activities necessary for the timely start-up of the project will need to be undertaken during the period December 2011 to entry into force; (ii) a calibration phase during 2012-2014, and (iii) an intensification/ up-scaling stage and consolidation phase during 2015-2017. At the conclusion of the calibration phase, the Recipient and IFAD shall assess the achievement of the following 7 indicators:

- (i) The average net profits of the private seed company reach SDG 245,000 by 2014;
- (ii) Average cash returns per seed growing household reach SDG 1700/HHd/yr in 2014
- (iii) The average yearly net demand for certified seeds by GPG and other farmers is at least 300 Metric Tons (MT);
- (iv) 10,000 smallholders purchase certified seeds in 2014;
- (v) Agricultural Research Corporation (ARC) has on hand 2 years' supply of registered seeds required by the Private Seed Company (PSC) which is equivalent to about 90 MT for the period 2013-2014;
- (vi) Plant variety protection (PVP) legislation promulgated in 2012 and in full enforcement in 2014;
- (vii) National Seed Administration (NSA) laboratory receives International Seed Testing Association (ISTA) accreditation.

Project activities shall be adjusted according to the recommendations of the mid-term review.

Project components and outcomes: The Project shall have four main components, as follows.

(a) Component 1: *Institutional and Regulatory Environment Strengthening and Development.* The outcome of this Component shall be a conducive policy and institutional environment for the seed industry. There shall be three outputs: (i) drafting and enforcing a plant variety protection legislation which will encourage private sector investment in plant breeding, seed production and other agricultural activities that exploit plant varietal uniqueness; (ii) improving the National Seed Administration's (NSA) capacity to carry out its legal mandate of monitoring the national seed system by providing resources for human capacity development, mobility, outposting of staff and upgrading of laboratories; and (iii) establishing a multi-stakeholder dialogue forum that brings together Government, the private sector, UN agencies and NGOs active in agricultural development and farmers to discuss seed issues on a regular basis.

(b) Component 2: *Improvement of the Seed Production System.* The outcome of this Component shall be an economically viable seed production system that meets farmers' demands and expectations is in place. There shall be four outputs: (i) the improvement of the Agricultural Research Corporation's (ARC) capacity to carry out demand driven research through participatory research; (ii) the production of breeder, foundation and registered seed for the Project by the ARC; (iii) the third output is an extension system that has been empowered to provide technical support to seed producer enterprises and other community farmers. Empowerment will be through the provision of resources for mobility, human capacity development and extension tools notably demonstrations and farmer field schools; and (iv) the smallholder farmers are enabled to produce certified seed through mobilisation, training and input supply.

(c) Component 3: *Support Seed Supply/Market Development.* The outcome of this Component shall be an improved seed supply system with improved market delivery mechanisms in place. There shall be three outputs: (i) to establish marketing channels and make the marketing channels operational; (ii) to develop the effective demand for certified seed; and (iii) to link seed producer enterprises to financial institutions, input suppliers, commodity traders and agro processors.

(d) Component 4: *Project Management and Coordination.* The outcome of this Component shall be that the Project is efficiently and effectively managed to achieve Project results with knowledge management in the seed industry. The Component shall have three outputs namely: (i) establish a Project management and coordination structure; (ii) systematise the financial management, audit and procurement procedures; and (iii) reinforce the existing Monitoring and Evaluation (M&E) and Knowledge Management (KM) systems.

II. Implementation arrangements

6. **Governance of the Project.** The Project shall adopt the same governing bodies at national and state levels as the Western Sudan Resources Management Programme (WSRMP). The membership of the governing bodies will be rightsized to reflect the participation of the key stakeholders in the implementation of the Project. The composition and operation of the governing bodies will be detailed in the project implementation manual (PIM).

7. **Programme Coordination Unit.** The Project shall be managed by the Programme Coordination Unit (PCU) of the WSRMP. The composition of the PCU will be expanded to reflect the technical and financial expertise required to implement the Project. Recruitment and termination of professional staff will be subjected to IFAD no

objection. The composition of the PCU will be detailed in the Project Implementation Manual.

8. **Component-wise implementation.** The role of each participating agency is summarized below and shall be further detailed in the Project Implementation Manual.

(a) Component 1. The National Seed Administration (NSA) shall be responsible for the implementation of the activities under this Component with the aim to build its regulatory capacity. NSA shall prepare the plant variety protection legislation and ensure its subsequent enforcement, as well as formulate in a participatory manner a breeding strategy. It shall refurbish its central laboratory for seed testing and complete the formalities for its accreditation by the International Seed Testing Association (ISTA). It shall organize relevant training for its staff as well as the staff of State Ministries of Agriculture and the breeders. In order to be more effective at field level, the NSA shall outpost its staff in North and South Kordofan and shall work in collaboration with the Ministries of Agriculture in the states of North and South Kordofan in seed certification, with the understanding that by law, NSA is the sole entity responsible for seed inspection and certification in Sudan. The NSA shall commission the design of M&E system that allows it to perform its regulatory role. As part of its efforts to support the seed industry, the NSA shall convene on a bi-annual basis, a stakeholder forum to promote dialogue between the regulatory, business and users' entities, at both federal and state levels.

(b) Component 2. The Component activities cover the production chain from foundation seeds to the processing and storage of certified seeds. The Agriculture Research Corporation (ARC) shall be responsible for the production of foundation and registered seeds which it shall supply to the selected seed companies. Over the Project Implementation Period about 1-2 seed companies are expected to be competitively recruited by the Project to enter into contract farming arrangements with seed growers' groups. The seed multiplication extension sub-teams shall be responsible for the formation of the seed growers' groups and preparing them for contract farming with the seed companies. The ARC shall undertake a participatory breeding research to develop improved varieties based on the landraces.

(c) Component 3. During the calibration phase, the competitively selected seed company shall receive financial support from the Project in form of a one-off grant to cover the costs of the purchase of the production of certified seeds from the seed growers groups at harvest. The grant shall be the subject of a subsidiary agreement between the Recipient and the private sector company. The subsidiary agreement shall be reviewed and endorsed by the Ministry of Finance and National Economy and submitted to IFAD for no objection. The grant shall be disbursed against a business plan to be developed by the seed company as part of the tendering process. As part of their contractual obligations with the Project, the seed companies shall be required to develop their network for retail sale of certified seeds to smallholders in the project area. The multi-disciplinary extension teams shall be responsible for building the capacity of established and new farmers' groups – also called grain producer groups - in the adoption and renewal of certified seed varieties and use of the appropriate agricultural practices. The Ministries of Agriculture in the states of North and South Kordofan in collaboration with NSA shall establish and operate a seed market database. The extension teams shall facilitate the linkages between the grain producers and the seed agents, other input suppliers, rural finance service providers, insurance companies and the farmers' groups. These linkages would enable grain producers to develop an effective demand for certified seeds and renew their stock periodically.

(d) Component 4. The implementation and coordination of the Project shall be assimilated within the WSRMP for efficiency and effectiveness reasons. The PCU of the WSRMP shall be expanded to include a Seed Specialist who shall provide technical backstopping and participate in the monitoring of SDP implementation; as well as an

accountant to handle SDP accounts under the supervision of the financial manager of the PCU. As of Project Year 3 the state level management of the project shall be streamlined in the State Ministries of Agriculture, while the PCU shall remain under Federal Ministry of Agriculture as the lead agency.

9. **Project Planning.** While the first AWPB shall be prepared within three months after Project start-up at State level, subsequent AWPBs shall be prepared at Locality level during the third quarter of each Project Year for the following year. The process for the preparation, discussion and endorsement of the AWPB shall be described in detail in the Project Implementation Manual. The AWPB shall be submitted to IFAD for no objection in November of each year.

10. **Monitoring and Evaluation (M&E).** The M&E system of WSRMP shall be expanded to incorporate the Project. The M&E system shall be aligned with the Government's monitoring framework for agricultural development projects as well as with the Results and Impact Measurement System developed by IFAD. The M&E system shall be elaborated in the Project Implementation Manual.

11. **Project Implementation Manual.** The Project Implementation Manual shall be formulated, validated by the national and state governing bodies and submitted for IFAD no objection within 6 months from the date of entry into force of this Agreement. The Project Implementation Manual may be amended or otherwise modified only with the prior consent of the IFAD.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	% of eligible expenditure to be financed
I. Civil Works	150 000	100% net of taxes
II. Fund	330 000	100% net of Government, beneficiaries and PSC contribution
III. Vehicles	550 000	100% net of taxes
IV. Equipment	760 000	100% net of taxes
V. Technical Assistance		
a. International TA	220 000	100% net of taxes
b. National TA	1 100 000	100% net of taxes
VI. Training	1 800 000	100% net of taxes
VII. Contracted services	210 000	100% net of taxes
VIII. Recurrent Costs	630 000	100% net of taxes
Unallocated	600 000	
TOTAL	6 350 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Fund” means the contribution of the Project to the insurance premium for seed growers and a one-off grant to the Private Seed Company (PSC) during the calibration phase.

“National technical assistance” refers to all assignments requiring national expertise for the development of thematic studies and strategies supporting Project objectives, establishment of an M&E and knowledge management system, and project coordination.

“Contracted services” means the costs incurred by the project during supervision by the governing bodies of the Project, the Government and IFAD, the annual audit and the contract with the Central Coordination Unit for procurement services.

2. *Retroactive financing* As an exception to Section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 473 000 incurred after 1 December 2011 but before the entry into force of this Agreement for (a) the costs of rehabilitation of the National Seed Administration office, staff accommodation and out-posting of its staff to the state level (categories I and III); and (b) support to the Agricultural Research Corporation in the production of breeder and foundation seeds (category IV (b) and (c)) and for carrying out a detailed assessment of the private seed companies (category IV (a) and IV (b)), may be considered Eligible Expenditures, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
COSOP Goal			
Food security, incomes and resilience to shocks of the smallholder producers (including youth and women) in rainfed areas of North and South Kordofan improved.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prevalence of malnutrition in children under age of five years reduced : rate reduced from 29% to 26% (RIMS) ▪ Improved food security : food insecurity reduced from 55% to 40%.(RIMS) ▪ Increase in HH asset index : production 5 fed in qoz soils, 3 fed in gardud soils and 10 fed in clay soils doubles. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RIMS baseline survey and impact survey ▪ Anthropometric and UNICEF periodic surveys ▪ Official gvt. statistical yearbooks; censuses ▪ HH income and expenditure surveys 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Macro-economic stability ▪ Contained insecurity events
Development Objective			
Increased crop productivity for about 100,000 smallholders using certified seeds in North and South Kordofan	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Increase in yields of sorghum from 280 to 540 Kg/fed; groundnut from 340 to 640 Kg/ fed; sesame from 140 to 270 Kg/fed; cowpea from 180 to 340 Kg/ fed. ▪ 70,000 smallholder men and 30,000 smallholder women reporting increase in yields for all crops (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline survey, Mid Term Review (MTR) and completion assessments ▪ Ministry of Agriculture crop cutting surveys and annual crop assessment ▪ Agricultural Research Corporation (ARC) and National Seed Administration (NSA) reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Expanding access to input suppliers, extension advisory services, credit and insurance
Component 1 – Strengthening and Development of Institutional and Regulatory Environment			
Outcome: Conducive policy and institutional environment for the seed industry in place	<ul style="list-style-type: none"> ▪ By laws of Seed Act 2010 in place by mid-2012 and fully enforced by 2012 ▪ Operational self-sufficiency for National Seed Administration by 2014 (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> Client survey Institutional performance assessment Record on law enforcement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ NSA operates in an autonomous way ▪ Gvt phases out distribution of free or subsidized seeds ▪ Seed policy for the UN agencies operating in Sudan is harmonized
Outputs			
<p>1.1 Plant variety protection legislation drafted, approved and enforced.</p> <p>1.2 National Seed Administration (NSA) is capacitated to effectively monitor the multiplication and certification standards.</p> <p>1.3 Multi-stakeholder policy dialogue, with participation from youth and women in seed sector is established.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PVP legislation promulgated by end 2012. ▪ 70 NSA staff and extension agents trained (RIMS), 30% women ▪ 1 central laboratory at the Federal level accredited to the International Seed Testing Association (ISTA) standards by 2014. ▪ 2 laboratories established and equipped in each State ▪ Bi-annual forums convened regularly from 2012 at National and State levels. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Legislation document ▪ National Seed Administration activity report on number of seed crop fields certified per year, number of seed samples tested per year, no. staff trained per year ▪ National seed policy document ▪ Proceedings of bi-annual meetings 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Seed Council is timely appointed by the Government (target date: end 2011).
Component 2 - Improvement of the Seed Production System			
Outcome: An economically viable seed production system that meets farmers' expectations and demands in place	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Private sector generate about SDG 245,000 net profit from sale of certified seeds in 2014 and SDG 1 million net profit in 2017 ▪ 8 SGG operational in 2014; 32 operational in 2017 ▪ Cash returns per seed growing HH reach SDG 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Seed company activity report ▪ Surveys at MTR and completion 	<ul style="list-style-type: none"> Interest of the seed companies to develop seed retail market for smallholders

	1700/HH/y in 2014 and SDG 2800/HH/ y in 2017)		
Outputs			
2.1 ARC capacitated for implementation of participatory breeding research	<ul style="list-style-type: none"> Appropriate sorghum seed variety and cultivation practices for gardud soils tested and ready for dissemination by 2014 At least 1 new variety of millet in NK, and sesame for NK and SK Number of participatory research committees operating for ARC stations in El Obeid and Kadugli. 	<ul style="list-style-type: none"> ARC reports on number of varieties released per year and maintenance record of released varieties 	Procedures for ARC-ASARECA collaboration timely implemented
2.2 High quality and sufficient quantity of breeder/foundation/registered seeds produced by Agricultural Research Corporation (ARC).	<ul style="list-style-type: none"> Production of 23 MT of registered seeds in 2012, 90 MT for 2013 and 2014. 	<ul style="list-style-type: none"> ARC activity report on breeder/foundation/registered seed production statistics for the two States; frequency of varietal replacement in the national varietal catalogue; Project monitoring reports 	ARC adequately equipped to produce sufficient quantities of breeder & foundation/registered seed
2.3 The extension system is strengthened to support target seed producer enterprises.	<ul style="list-style-type: none"> 30 men and 15 women extension agents trained on seed production and marketing 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey, MTR and completion assessments Project monitoring reports on quantity and quality of seed produced by groups in project years 	Sufficient human resources for two 4 member team mobilized
2.4 Community-based Seed Grower Groups enterprises are enabled to produce certified seeds of improved and traditional varieties.	<ul style="list-style-type: none"> 400 MT of certified seeds produced by 2014, and 2500 MT produced by 2017 100 women and 220 men accessing advisory services for seed production by 2014; and 380 women and 900 men by 2017 (RIMS) 		SGG and seed companies adhere to respective contractual obligations
Component 3 - Support Seed Market Development			
Outcome: <i>Improved seed supply system with improved market delivery mechanisms in place.</i>	<ul style="list-style-type: none"> 105 000 fed cultivated with certified seeds in the project area in 2014; 690 000 fed in 2017 and 1 million by 2018 (RIMS) 10 500 farmers use certified seeds and SWC by 2014 in project area and 69 000 farmers by 2017; 30% women (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey, MTR and completion assessments 	Seed companies able to mobilize SDG 6 million for scaling up phase
Outputs			
3.1 Marketing of certified seeds to smallholder producers established	<ul style="list-style-type: none"> Number of farmers reached through the PSC marketing: 10 500 in 2014 and 69 000 in 2017 ; with 30% women 	<ul style="list-style-type: none"> Seed company reports Client survey for farmers 	Farmers satisfied with quality of seeds provided by licensed seed agents
3.2 Farmers empowered to use certified seeds and improved techniques.	<ul style="list-style-type: none"> Demand for certified seeds reaches at least 300 MT in 2014 and at least 2200 MT in 2017 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey, MTR and completion assessments 	Farmers access to credit and insurance facilitate purchase of certified seeds
3.3. Seed Market Database in place	<ul style="list-style-type: none"> No. users of the seed monitoring database, by type 	<ul style="list-style-type: none"> Project monitoring reports 	SMoA and NSA agree on procedures for data collection and dissemination
3.4 Increased access of farmers/ grain producers to credit and microfinance	<ul style="list-style-type: none"> ABSUMI branch operational in Sheikan in 2012 Total borrowers are at least 3,000 in 2014 and at least 40,000 in 2017 	<ul style="list-style-type: none"> Records from Bara'ah, ABSUMI, ABS and other banks Records from Sheikan Insurance Co. 	MoU signed between PCU and banks/ MFI to facilitate access of farmers/grain producers to micro-credit SDG 500-600/ loan

N